

Reflets

Revue d'intervention sociale et communautaire



On veut, on peut, on s'unit... On l'aura! Le militantisme comme « déclic identitaire »

Jérémie J. Spadafora, Geneviève L. Latour et Sylvain Bérubé

Volume 23, numéro 1, printemps 2017

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1040754ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1040754ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Reflets, Revue d'intervention sociale et communautaire

ISSN

1203-4576 (imprimé)

1712-8498 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Spadafora, J. J., Latour, G. L. & Bérubé, S. (2017). On veut, on peut, on s'unit... On l'aura! Le militantisme comme « déclic identitaire ». *Reflets*, 23(1), 202–211. <https://doi.org/10.7202/1040754ar>

On veut, on peut, on s’unit... On l’aura!

Le militantisme comme « déclic identitaire »

Jérémie J. Spadafora

Président sortant de la FESFO

Ancien de l'École secondaire catholique Nouvelle-Alliance à Barrie

Geneviève L. Latour

Fédération de la jeunesse franco-ontarienne

Idée originale de Sylvain Bérubé

Fédération de la jeunesse franco-ontarienne

Introduction

Le présent article est issu d’une réflexion dont l’objectif était d’explorer la question de la politisation et du développement identitaire lié à l’implication militante en s’appuyant sur l’expérience d’un élève du secondaire. L’implication militante en question est celle de Jérémie J. Spadafora au sein du mouvement pour la création d’une université franco-ontarienne. Ce mouvement, porté majoritairement par la jeunesse franco-ontarienne, revendique la mise sur pied d’une université unilingue francophone. Le mouvement a connu un souffle nouveau depuis 2012, et Jérémie, alors en 10^e année, s’y est d’abord engagé grâce à la Fédération de la jeunesse franco-ontarienne.

Le milieu du travail social reconnaît l’importance des mouvements sociaux comme instigateurs de transformations communautaires et collectives. Lavoie et Panet-Raymond définissent le mouvement social comme les conduites collectives présentant un caractère conflictuel et proposant des changements (Lavoie et Panet-Raymond, 2014, p. 7). Le présent article cherche à s’éloigner de l’étude des répercussions communautaires et collectives des mouvements sociaux afin de se concentrer sur les impacts sur l’individu.

Afin de cerner les origines et les motivations derrière son expérience, Jérémie a tenu un journal de bord relatant les événements déclencheurs et les moments marquants de son implication au sein du mouvement. Accompagné par Geneviève L. Latour, il a

parcouru la littérature afin de faire la lumière sur son expérience en tant que jeune militant francophone en situation minoritaire. En raison de ce recul permettant d'analyser son expérience, et du fait de sa corédaction avec Geneviève, le présent article est écrit à la forme impersonnelle.

L'origine de l'engagement

C'est à l'automne 2013 que le parcours militant de Jérémie a débuté. Sa première expérience d'action collective a été la consultation régionale du Grand Toronto, tenue dans le cadre des États généraux sur le postsecondaire en Ontario français¹. Son expérience de participation sociale est l'un des éléments à l'origine de son engagement (Quéniart et Jacques, 2008, p. 221).

« C'était à 14 ans que j'ai participé pour la première fois à un véritable événement politique sans même le savoir. Une fois que je me suis rendu au Collège français de Toronto, je ne savais pas trop à quoi m'attendre. Je ne savais pas que cet événement serait un des moments *ah-ah* les plus importants de ma vie. » (Journal de bord de Jérémie)

Sans en être alors conscient, il avait amorcé son cheminement en tant que militant. À cet égard, son parcours rejoint celui d'autres avec lui : « Le contexte sociopolitique agit souvent comme déclencheur, surtout chez les militants, certains d'entre eux ayant été marqués par des événements politiques comme l'Accord du Lac Meech, le Référendum de 1995 ou la Marche mondiale des femmes » (Quéniart et Jacques, 2008, p. 225).

Dallaire, Prévost et Houle avaient déjà reconnu cette approche gagnante chez la Fédération de la jeunesse franco-ontarienne (FESFO²) :

La FESFO encourage l'engagement communautaire des jeunes par la formation et par l'action pour développer leur participation politique et, de ce fait, susciter leur contribution à l'avenir collectif de la minorité francophone. Quintelier (2008) explique qu'une telle participation associative s'avère en effet une stratégie avantageuse pour attirer les jeunes vers l'action politique. Elle ajoute que, plus ils s'investissent à un jeune âge, plus l'action politique devient une habitude, et on peut donc présumer un gage de succès pour assurer leur engagement continu au sein de la communauté francophone. (Dallaire, Prévost et Houle, 2016, p. 150)

Après avoir fait l'expérience de cet événement déclencheur, Jérémie a poursuivi son engagement. On peut identifier plusieurs motivations à la participation militante de Jérémie. Celles-ci viennent rejoindre les raisons qui amènent à faire le choix de militer, selon Quéniart : s'engager pour autrui (vouloir contribuer au changement social, s'indigner et agir contre les injustices et les inégalités sociales) et s'engager pour soi (l'engagement comme pratique contribuant à la construction identitaire, s'engager pour harmoniser le discours et l'action, s'engager pour créer un lien social et les bénéfices de l'engagement) (Quéniart, 2016).

La contribution au changement social

Il est évident dans le journal de bord de Jérémie qu'il éprouve le sentiment de contribuer au changement social. De l'automne 2013 à l'hiver 2016, il a d'ailleurs eu la chance de vivre et de témoigner de plusieurs moments marquants et transformateurs résultant du mouvement pour la mise sur pied d'une université franco-ontarienne.

« J'étais présent au dépôt de la demande officielle pour une université franco-ontarienne en février 2015. Sans mentir, c'était une journée tellement incroyable. De voir le résultat du travail acharné [des jeunes et] de nos employé.e.s et de se reconnaître dans les énoncés et les détails de la demande... [cela] m'a donné des frissons. La chose la plus incroyable, selon moi, c'était de voir qu'à chaque étape les jeunes étaient présents, soit à la table de discussion, aux rencontres ou aux annonces. De pouvoir s'identifier au mouvement, de voir que le travail collectif – [auquel] j'ai contribué – était rendu aussi grand et important qu'il l'était. » (Journal de bord de Jérémie)

En plus du dépôt de la demande officielle à la Première ministre dans la salle de presse de Queen's Park (février 2015), Jérémie a été témoin de plusieurs points tournants du mouvement. Tout d'abord, il a été présent lors de 2 des 10 consultations régionales et jeunesse de l'automne 2013 regroupant 800 membres de la communauté franco-ontarienne, dont plus de 250 jeunes (États généraux sur le postsecondaire en Ontario français, 2014). Il a ensuite pris part au Sommet provincial des États généraux en octobre 2014 (États généraux sur le postsecondaire en Ontario français, 2015). Il était en chambre lors de plusieurs débats au sujet du mouvement de mise sur pied d'une université franco-ontarienne, notamment le dépôt du projet de loi 104, Loi constituant l'Université de l'Ontario français (mai 2015) et la deuxième lecture de celui-ci (novembre

2015). L'évènement qui le marquera à jamais est la Journée d'action provinciale pour une nouvelle université franco-ontarienne (février 2016).

« J'étais aussi fier de voir que 8 000 jeunes qui ne pouvaient pas se déplacer dans la région de Toronto avaient fait des actions dans leurs écoles secondaires pour dénoncer l'inaction du gouvernement. [...] Quelle meilleure façon d'apprendre au sujet de la politique ou de l'histoire de sa communauté que d'en faire! » (Journal de bord de Jérémie)

On peut identifier ces façons de vivre l'action politique et communautaire aux sentiments partagés par plusieurs jeunes militantes et militants d'aujourd'hui : « L'engagement serait plus pragmatique, visant l'atteinte d'objectifs limités et concrets, la réalisation d'action ayant un effet direct et efficace sur le cours des choses, ici et maintenant, notamment chez les jeunes » (Quéniart et Jacques, 2008, p. 215).

L'indignation

L'indignation face à l'injustice est également un facteur instigateur de l'engagement (Quéniart et Jacques, 2008, p. 215). Pour Jérémie, son indignation se situe à deux niveaux. Sa première source d'indignation concerne l'injustice envers les étudiantes et étudiants francophones. En effet, seulement 22 % des programmes universitaires sont offerts en français au baccalauréat³, et ce taux chute à 3 % dans sa région natale, soit le Centre de la province (Commissariat aux services en français, 2012, p. 19). De plus, le taux de rétention du secondaire vers le postsecondaire en français et bilingue dans le Centre-Sud-Ouest de l'Ontario est de seulement 27 % (Comité d'experts en matière d'éducation postsecondaire en langue française dans les régions du Centre et du Sud-Ouest de l'Ontario, 2012, p. 18). Ces inégalités sociales ont été un facteur important dans l'engagement de Jérémie en tant que Franco-Ontarien. Les constats du rapport final *Le temps d'agir!*, commandé par le ministre de la Formation et des Collèges et Universités, indiquent explicitement les conséquences de ces injustices, c'est-à-dire que « des institutions bilingues en milieu minoritaire s'avèrent des foyers d'assimilation pour la minorité » (Comité consultatif en matière d'éducation postsecondaire en langue française dans la région du Centre-Sud-Ouest, 2016, p. 10).

« Lors de la conclusion, l'animatrice avait demandé au groupe de partager ses aspirations pour le postsecondaire en français dans la province. Sans y penser trop longtemps, j'ai pris le micro et j'ai dit que je me permettais de

rêver grand; je voulais avoir la possibilité d'étudier dans tous les programmes d'études, dans ma langue et n'importe où dans la province. C'est ce rêve-là qui me motive de m'impliquer dans ce mouvement historique. » (Journal de bord de Jérémie)

Sa deuxième source d'indignation concerne l'injustice envers les jeunes. Lors de son implication militante, Jérémie a remarqué que les adultes utilisaient souvent les jeunes comme « token », sans vraiment s'attarder à les écouter réellement. D'autres adultes, quant à eux, ont une image « romantisée » de l'engagement politique de la jeunesse à d'autres époques (Establet et Baudelot, 1990, p. 10) et ne reconnaissent pas les différentes formes de participation politique d'aujourd'hui (Gallant et Garneau, 2016, p. 2).

« Ce qui m'a déçu [...], c'était quand les adultes mettaient des mots dans notre bouche... J'explique : souvent, j'entendais «les jeunes veulent...» ou «dans mon temps...». C'était tellement dommage que ces gens-là tenaient pour acquis qu'ils savaient ce qu'on voulait. Voilà où est l'importance de notre présence à ces consultations; la réalité et les besoins de nos communautés changent constamment. Les jeunes, comme nous, doivent être présents pour continuer à faire valoir notre voix. » (Journal de bord de Jérémie)

La construction identitaire

Jérémie reconnaît que la Fédération de la jeunesse franco-ontarienne (FESFO) l'a initié à une forme d'engagement qui lui a donné le sentiment d'avoir sa place. Son attachement au mouvement et à l'organisme a été une source de motivation pour continuer. De plus, sa participation militante lui a permis de se forger une identité valorisante.

« À ce point-ci, je suis rendu président de la FESFO. [...] C'était donc en marge d'une autre conférence que j'ai su que la députée France Gélinas était pour déposer un projet de loi qui visait la création d'une université franco-ontarienne. J'étais tellement excité de voir qu'un mouvement auquel j'avais participé était en train d'avancer si rapidement! Ce jour, comme les autres grands moments dans la ligne de temps du projet, était historique. » (Journal de bord de Jérémie)

Quériart renvoie aux constatations de Gaxie (1977) afin d'expliquer ce genre d'expérience du militantisme : « Émotion partagée [...], sentiment gratifiant de participer à un juste combat, d'appartenir à une grande famille [...] donne sens à toutes les facettes de la vie sociale » (Gaxie cité par Quériart, 2016, p. 75).

L'indignation et le sentiment de gratification retrouvés dans l'entrée du journal de bord de Jérémie concernant la journée d'action du 18 février 2016 permettent de bien cerner les deux types de motivation à l'engagement — envers autrui et envers soi — qui sont présentés par Quériart :

Pour eux, en effet, s'engager est non seulement un agir collectif en vue d'un changement social et/ou politique, mais aussi une expérience personnelle qui contribue à la connaissance de soi, à la formation de son identité. [...] Comme l'ont souligné plusieurs chercheurs, le militantisme permet de développer une identité valorisante. (Quériart, 2016, p. 82)

Voici le passage en question dans le journal de bord de Jérémie :

« Le 18 février 2016 est une journée que je n'oublierai jamais. La Journée d'action provinciale pour une nouvelle université franco-ontarienne était un des moments les plus importants du mouvement. Quand je suis embarqué sur l'autobus en direction de Toronto, j'étais tellement fier du travail que j'avais accompli. En écrivant les points importants de mon discours, je me suis rappelé de mon rêve... celui de pouvoir étudier où je veux, dans n'importe quel programme, dans ma langue. Rendu devant le ministère, le moment où j'ai pris le mégaphone et je commençais à faire des cris était tellement incroyable. Je savais que je m'impliquais au sein d'un mouvement historique, mais c'était incroyable de voir tant de gens comme moi, qui étaient passionnés et fâchés. La communauté avait fini d'attendre. » (Journal de bord de Jérémie)

L'harmonie entre le discours et l'action

Tout au long de la participation militante de Jérémie au mouvement pour la mise sur pied d'une université franco-ontarienne, la notion de cohérence est véhiculée : « s'engager afin d'établir une cohérence entre ce qu'ils [jeunes engagés] pensent et ce qu'ils font, entre leurs convictions, idéaux, valeurs et leurs actions concrètes » (Quériart, 2016, p. 72).

« Un peu plus tard dans l'année, quand le vote pour que le projet de loi aille en deuxième lecture a eu lieu, c'était comme si les choses se concrétisaient encore plus. J'ai pu assister à cette séance en chambre, et c'est tellement plus intéressant y être en personne, qu'en entendre parler en classe! » (Journal de bord de Jérémie)

D'ailleurs, une des préoccupations de Jérémie, dès sa première participation au mouvement social, a été de reconnaître l'importance de la participation communautaire des jeunes. Son implication lui a permis de passer à l'action quant à cette préoccupation.

« Je me rappelle du communiqué de presse après la journée d'action. Ma citation indiquait que les jeunes étaient toujours à l'avant des luttes communautaires. C'est tellement important qu'on y fasse partie. On n'aime pas se faire dire que nous sommes la relève [car nous sommes des agentes et agents de changement aujourd'hui!]. Quand on a la chance de créer notre propre futur, c'est vraiment remarquable! » (Journal de bord de Jérémie)

Conclusion

Nous ne pouvons passer sous silence l'apport important de la FESFO dans le cheminement militant de Jérémie. Dans l'introduction de la collection d'ouvrages *Les jeunes et l'action politique*, Gallant et Garneau commentent : « Ce sont ces expériences réelles qui semblent donner aux jeunes membres [de la FESFO] la confiance pour ensuite intervenir et prendre part à la communauté, cimentant ainsi tant l'appartenance que l'engagement » (Gallant et Garneau, 2016, p. 5).

On peut déceler trois pratiques gagnantes qui expliquent le succès de la FESFO à engager les jeunes politiquement. Tout d'abord, elle reconnaît « que la définition du politique, souvent réduite à la participation électorale, s'accommode mal des mutations dans les modes d'action de la jeunesse et dans leurs représentations de la démocratie et de la citoyenneté » (Gallant et Garneau, 2016, p. 2). Ainsi, d'après ses façons de faire, on peut comprendre que la définition que se donne la FESFO du politique rejoint celle de Quéniart :

Être un militant, c'est être engagé, mobilisé pour une cause qui concerne la vie en société, le vivre en commun, le politique au sens général — et non seulement la politique —, c'est agir pour faire changer les choses, en matière

de rapports de pouvoir, d'inégalités et de discriminations sociales, à petite ou grande échelle. La politisation ne renvoie donc pas pour nous au seul acte électoral ou au seul champ de la politique, mais plutôt au fait de s'intéresser au devenir de la société, de remettre en question les rapports de pouvoir, où qu'ils soient. (Quéniart, 2016, p. 63)

Une deuxième pratique gagnante employée par la FESFO est son approche du « par et pour » les jeunes. Comme Jérémie l'a répété à quelques reprises dans son journal de bord, il est important que les jeunes aient leur mot à dire. Dallaire, Prévost et Houle expliquent cette notion d'autonomie recherchée par les jeunes qui s'impliquent :

Ces jeunes profitent d'un contexte qui favorise et valorise leur capacité d'action au sein de la FESFO comparativement aux situations qu'ils connaissent au sein de leur école ou dans d'autres instances. Nicourd (2009 : 61) constate aussi que l'autonomie s'avère « un enjeu essentiel dans l'organisation du travail militant ». (Dallaire, Prévost et Houle, 2016, p. 155)

La dernière pratique gagnante est la combinaison de la théorie et de la pratique que la FESFO offre à ses membres.

« J'ai pu apprendre tellement plus à propos de la communauté franco-ontarienne en m'engageant activement dans ce dossier, que j'aurais appris en salle de classe. » (Journal de bord de Jérémie)

Ainsi, la FESFO s'assure de bien préparer, former et accompagner les jeunes dans leur action politique. Ce faisant, « la FESFO encourage l'engagement communautaire des jeunes par la formation et par l'action pour développer leur participation politique » (Dallaire, Prévost et Houle, 2016, p. 150).

À la lumière de tous ces éléments, le journal de bord tenu par Jérémie a permis de témoigner des impacts du militantisme chez un individu. La littérature sur l'action collective, la politisation et le militantisme a permis de définir l'origine de l'engagement chez Jérémie, ainsi que les motivations derrière son engagement : des raisons relatives à autrui (la contribution au changement social et l'indignation) et d'autres le concernant, lui (la construction identitaire et l'harmonie entre le discours et l'action).

« C'est un mouvement qui me tient grandement à cœur et qui m'a permis de rencontrer plein de personnes passionnées. Je le sais qu'un jour on l'aura notre institution et je serai toujours fier de dire que j'ai participé activement

dans sa création. On veut, on peut, on s'unit, on l'aura! » (Journal de bord de Jérémie)

Notes

- ¹ Les États généraux sur le postsecondaire en Ontario français sont un vaste processus de consultation et de réflexion communautaire, lancé par le Regroupement étudiant franco-ontarien (RÉFO), la Fédération de la jeunesse franco-ontarienne (FESFO) et l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario (AFO). Ces États généraux ont permis aux membres de la communauté franco-ontarienne de partager leurs idées et leurs aspirations pour l'avenir du système postsecondaire de langue française et d'établir des priorités de la communauté d'ici les dix prochaines années en ce qui concerne l'enseignement supérieur en Ontario français. En tout, dix consultations régionales et jeunesse ont été tenues à l'automne 2013, et un Sommet provincial des États généraux a clos le processus à l'automne 2014.
- ² Nommé à l'origine « Fédération des élèves du secondaire franco-ontarien », l'organisme a adopté, en 1994, le nom de « Fédération de la jeunesse franco-ontarienne », tout en conservant le sigle FESFO.
- ³ Aucune donnée n'est récoltée par la province pour déterminer si ces programmes sont disponibles entièrement ou partiellement en français après la première année. Ainsi, plusieurs programmes offrent une première année en français, mais la personne inscrite au programme doit poursuivre ses études en anglais pour obtenir son diplôme.

Bibliographie

- COMITÉ CONSULTATIF EN MATIÈRE D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE EN LANGUE FRANÇAISE DANS LA RÉGION DU CENTRE-SUD-OUEST (2016). *Le temps d'agir!*, [Rapport final du Comité consultatif en matière d'éducation postsecondaire en langue française dans la région du Centre-Sud-Ouest], 34 p.
- COMITÉ D'EXPERTS EN MATIÈRE D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE EN LANGUE FRANÇAISE DANS LES RÉGIONS DU CENTRE ET DU SUD-OUEST DE L'ONTARIO (2012). *Bâtir l'avenir : Pour accroître la capacité du système d'éducation en langue française dans les régions du Centre et du Sud-Ouest*, [Sommaire des recommandations du Comité d'experts en matière d'éducation postsecondaire en langue française dans les régions du Centre et du Sud-Ouest de l'Ontario], 25 p.
- COMMISSARIAT AUX SERVICES EN FRANÇAIS (2012). *L'état de l'éducation postsecondaire en langue française dans le Centre-Sud-Ouest de l'Ontario : Pas d'avenir sans accès*, [Rapport d'enquête], Toronto, 74 p.

- DALLAIRE, Christine, Philippe PRÉVOST et Magalie-France HOULE (2016). « La formation et la documentation du savoir à la Fédération de la jeunesse franco-ontarienne (FESFO) : une stratégie gagnante pour renforcer l'engagement des jeunes dans la francophonie minoritaire », dans Nicole Gallant et Stéphanie Garneau (dirs.), *Les jeunes et l'action politique : Participation, contestation, résistance*, Québec, Presses de l'Université Laval, p. 147-164.
- ESTABLET, Roger, et Christian BAUDELLOT (1990). *Le niveau monte : Réfutation d'une vieille idée concernant la prétendue décadence de nos écoles*, Paris, Seuil, 198 p.
- ÉTATS GÉNÉRAUX SUR LE POSTSECONDAIRE EN ONTARIO FRANÇAIS (2014). *Rapport des consultations régionales et jeunesse des États généraux sur le postsecondaire en Ontario français*, [Rapport synthèse des consultations régionales et jeunesse de l'automne 2013], 16 p.
- ÉTATS GÉNÉRAUX SUR LE POSTSECONDAIRE EN ONTARIO FRANÇAIS (2015). *Rapport du Sommet provincial des États généraux sur le postsecondaire en Ontario français*, [Rapport synthèse du Sommet provincial d'octobre 2014], 44 p.
- GALLANT, Nicole, et Stéphanie GARNEAU (dirs.) (2016). *Les jeunes et l'action politique : Participation, contestation, résistance*, Québec, Presses de l'Université Laval, 262 p.
- LAVOIE, Jocelyne, et Jean PANET-RAYMOND (2014). *La pratique de l'action communautaire*, 3^e édition, Québec, Presses de l'Université du Québec, 432 p.
- QUÉNIART, Anne (2016). « Les jeunes militants : influences, motivations, temporalités », dans Nicole Gallant et Stéphanie Garneau (dirs.), *Les jeunes et l'action politique : Participation, contestation, résistance*, Québec, Presses de l'Université Laval, p. 61-85.
- QUÉNIART, Anne, et Julie JACQUES (2008). « Trajectoires, pratiques et sens de l'engagement chez des jeunes impliqués dans diverses formes de participation sociale et politique », *Politique et Sociétés*, Vol. 27, N° 3, p. 211-242.